

réseau

des territoires pour l'économie solidaire

Territoires solidaires

Édito

Rendez-vous à Nantes

Les territoires solidaires se donnent rendez-vous à Nantes au seuil de l'été, le jeudi 1^{er} Juillet.

Rassemblant aujourd'hui 24 territoires, de tout type et de toute taille, de la Région à la commune, en passant par les diverses formes d'intercommunalité, le Réseau a mis à profit l'année écoulée pour se renforcer, se structurer, se doter d'outils de communication, et de formation.

Le Réseau a réfléchi sur son apport possible à tous ces territoires qui ressentent la nécessité d'innover à la jonction de l'économique et du social. C'est pourquoi, bien décidé à ouvrir largement les portes, le Réseau invite tous les élus et techniciens intéressés à le rencontrer à l'occasion de son AG, et réfléchit sur un deuxième temps de rencontres et d'échanges approfondis avec l'ensemble des territoires, sans doute à la fin de l'année en Ile-de-France.

Alors, pour l'heure, cap à l'Ouest !

Le bureau du RTES

Assemblée Générale du RTES
Le jeudi 1^{er} juillet 2004
à Nantes (voir p. 4)

L'économie solidaire se développe dans de multiples territoires, du quartier à la région, jusqu'à l'Europe. Si les communes sont les lieux d'émergence des expériences, les Régions constituent un échelon essentiel, de par leurs compétences en matière de développement économique, pour permettre qu'elles soient reproduites voire approfondies.

Il est donc essentiel pour le Réseau d'être présent à tous ces échelons et d'être en mesure de les articuler et de poser les enjeux au bon niveau. L'émergence d'élus en charge de l'économie solidaire dans treize des équipes régionales issues des dernières élections (associée en général au développement économique et à l'emploi, mais aussi à l'insertion, au développement social, ou à la citoyenneté), ainsi que l'action de nombreux conseils généraux, sont des indicateurs forts pour le Réseau .

De même l'adhésion au Réseau du Conseil régional du Nord-Pas de Calais, enregistrée avant les dernières élections, va dans ce sens. Rappelons que cette région s'est engagée à l'automne dernier dans un Plan régional de développement de l'ESS (voir lettre n° 1) avec l'ensemble des partenaires, collectivités publiques, (Etat, départements), financeurs (CDC) et acteurs de l'économie sociale et solidaire (CRES, APES).

Cette ouverture du Réseau à tous les territoires intéressés, dans le souci d'apporter aux élus et aux techniciens en charge de ces politiques innovantes, les outils, réflexions, expériences mutualisés au sein du Réseau sera l'un des chantiers de l'Assemblée générale qui se tiendra à Nantes le 1^{er} Juillet prochain. Puisse cette lettre contribuer à sa préparation et à la notoriété du réseau auprès des nouveaux territoires sensibilisés par la démarche du réseau.

Christiane Bouchart
Présidente du RTES

Ramonville Ste Agne [Sicoval]

De drôles d'oiseaux font leur nid

Un vol d'arts nythorinques est signalé dans le ciel toulousain. Posés à Ramonville Sainte-Agne, ils parcourent l'ensemble de l'agglomération pour redonner à ceux qui l'ont perdue, l'envie de prendre leur envol sur les ailes de la culture.

Démarré depuis 18 mois, ce projet culturel qui associe ateliers d'écriture, édition, et communication événementielle a pris la forme d'une scie en mars dernier. Venus des métiers du livre et de la communication, les 3 créateurs, 2 femmes et un homme, tous dans la trentaine, proposent leurs outils d'expression, la lecture, l'écriture, l'image et le livre, aux personnes éloignées de la culture : personnes âgées, handicapés ou prisonniers en centre de détention. A Muret, la prison de Toulouse, l'atelier d'écriture a d'ailleurs dû être dédoublé en cours d'année; un concours régional de nouvelles est sur les rails et dès l'ouverture très attendue de l'atelier des «Amytos», les premiers salariés en insertion maquetteront et produiront cet ouvrage.

Reconnue entreprise d'insertion depuis le début de l'année, les Artsnytho(rinques), piaffent d'impatience dans l'attente de pouvoir démarrer leur(s) activité(s) avec les 3 postes d'insertion agréés par la DDTE. Pour cela, il leur faut des locaux, et l'assurance de pouvoir y rester suffisamment longtemps pour amortir l'investissement initial. Pour l'heure, ils contractent avec leurs premiers clients, la MAIF qui soutient une action sur la sécurité routière, ou le Sicoval, le syndicat de communes, pour lequel ils contribuent à «Randoval». Ils ont également monté la structure juridique de l'entreprise. Branchés sur l'innovation et conseillés par la DDTEFP de Haute-Garonne, ils ont constitué une Scicarl (coopérative d'intérêt collectif à responsabilité limitée). Les collègues, outil de gestion participatif, se forment peu à peu. Déjà, ils occupent tous les 3 le collège «salariés», qu'ils veulent ouverts aux personnes en insertion, celui des «clients et usagers» et celui des bénévoles, rebaptisés «sympathisants», s'ouvrent à nombre de partenaires : des écrivains, des intervenants sociaux ou l'École de l'administration pénitentiaire; plus difficile à constituer à ce jour, le collège des «Collectivités»... Ils ont quelques mois devant eux pour consolider leur nid, mais ces drôles d'oiseaux sans ailes ont déjà appris à marcher et à construire ensemble.

contact : Les Arts'nythorinques
C/° Maison de l'Economie Solidaire
73, Chemin du Mange-Pommes 31520
Ramonville Ste-Agne Ichristi@free.fr

Lyon

Deux ans d'initiatives solidaires

Comme nombre d'autres territoires, la Ville de Lyon a signé une Convention triennale avec la DIES le 11 décembre 2002.

Cette convention fixe le cadre des actions engagées par la Ville autour de trois types d'actions :

- Un soutien à des expériences portées par des acteurs d'économie sociale (associations, SCOP, sociétés mutualistes) présentant une utilité sociale (création d'emploi ou de services). Ces initiatives bénéficient à titre expérimental, et pour leur démarrage, de subventions et d'un accompagnement technique.
- L'appui à des actions de sensibilisation et formation à l'économie sociale et solidaire, pour promouvoir ses initiatives et acteurs.
- Un travail de réflexion sur la mise en œuvre de critères sociaux et environnementaux dans la commande publique en matière d'achats durables et responsables.

Les partenaires techniques et financiers de la Ville pour l'économie sociale sont la CRESS, le CJDES, l'URSCOP, les diverses fondations, et le réseau des banques solidaires.

Initiatives au carré

L'Auto Partage

Afin de limiter l'utilisation de la voiture individuelle et de favoriser les déplacements dans les secteurs mal desservis, pour des personnes n'ayant pas de véhicule personnel ou pour des populations en difficulté, la Ville a passé convention avec l'association «La Voiture Autrement» au Conseil Municipal de novembre 2002.

Un service de location d'automobiles est accessible 7 jours sur 7 par téléphone ou Internet, pour une utilisation personnelle ou professionnelle facturée à l'heure. Les véhicules sont disponibles dans deux parkings du centre ville de Lyon mais l'expérience devrait se développer prochainement sur d'autres lieux de l'agglomération. Le service est accessible aux adhérents de l'association qui, dans le cadre de la coopérative France Auto Partage, peuvent bénéficier également de ce service à Paris, Marseille et Strasbourg.

L'Épicerie solidaire

Depuis juillet 2002, une épicerie solidaire est ouverte dans le 1^{er} arrondissement de Lyon. Elle vise à permettre à des personnes peu argentées de bénéficier d'une alimentation de qualité (raisonnée et biologique). Les prix de

vente de l'épicerie sont inférieurs au marché grâce à des achats réalisés en gros, à des producteurs sur des circuits courts et directs et grâce à des dons de produits.

L'Aide aux services de proximité

Des chèques domiciles liberté sont remis gracieusement aux personnes âgées isolées qui peuvent ainsi solliciter des services d'accompagnement et la prise en charge des prestations de déplacement (loisirs, visites, médecin). Mis en place à titre d'expérimentation en juillet 2002, avec Qualidom (entreprise d'économie sociale), ce titre est aujourd'hui étendu à tous les arrondissements. L'Etat et divers partenaires sociaux cofinancent le dispositif mais de nouveaux partenariats et participations financières sont à consolider pour pérenniser le dispositif qui a montré sa pertinence notamment pendant la canicule de l'été passé.

La création de Jardins citoyens

Des associations porteuses de projets innovants tels que jardins intergénérationnels ou thérapeutiques ont pu conventionner avec la Ville. Ils sont le résultat d'un partenariat entre les associations ou régies de quartiers et des services de la Ville qui mettent à disposition des terrains municipaux et quelques ressources (eau, petit matériel).

De nouveaux projets sont aujourd'hui à l'étude dans de nombreux domaines, des Technologies numériques de l'information et de la communication, au tri des déchets, et au commerce équitable.

Sensibiliser et impliquer les lyonnais

Faire connaître les produits équitables

Depuis 2002, la Ville de Lyon soutient diverses actions de sensibilisation pour le commerce équitable. De l'adhésion au programme «500 villes s'engagent pour le commerce équitable», au soutien à la participation d'associations de Commerce équitable au marché de Noël de Lyon ou à l'accueil de la Quinzaine nationale du Commerce équitable organisée pour la 4^e année en mai par Max Havelaar. De nouvelles actions de sensibilisation sont à l'étude pour 2004 autour d'autres produits équitables comme le coton ou le sucre

Apprendre les finances solidaires

L'économie sociale et solidaire en Rhône-Alpes est un secteur économique dynamique qui représente 10% des emplois créés. Cependant, les initiatives économiques d'économie sociale rencontrent des difficultés pour mobiliser des partenaires financiers et techniques.

Ces outils financiers existent, et divers partenaires financiers spécialisés mobilisent de

l'épargne solidaire pour offrir aux porteurs de projets des prêts d'honneurs, des prêts bonifiés ou des subventions

Aussi la Ville de Lyon a décidé de soutenir la campagne nationale sur les finances solidaires organisée par FINANSOL à l'automne. L'objectif est de faire découvrir aux citoyens les produits financiers solidaires et les inciter à gérer leur argent et placements financiers de façon responsable et solidaire pour donner la priorité au financement, avec l'argent de leur épargne, aux initiatives à plus value sociale.

La collectivité donne l'exemple

Un vaste travail a débuté au sein de la Ville pour faciliter et promouvoir la prise en compte de critères sociaux et environnementaux dans la commande publique. L'intégration de ces critères doit permettre aux entreprises d'insertion et aux régies de quartier de répondre aux marchés. En 2003, 11 filières ont été étudiées en terme de pratiques, possibilités et

marge de progrès et 3 filières sont sélectionnées pour aboutir en 2004 à l'élaboration de guides pour les acheteurs.

Des avancées concrètes concernent aujourd'hui le bois exotique avec une délibération pour ne plus acheter des bois non contrôlés. Pour approfondir le travail, la Ville de Lyon a suscité la création d'un réseau régional d'échanges d'expériences sur la commande publique durable en Rhône Alpes.

Ce travail sur la commande publique nécessite une transversalité au niveau des services techniques de la Ville et des élus : c'est l'originalité et la difficulté de l'exercice. Les villes doivent montrer l'exemple et peuvent engendrer des changements sur ses fournisseurs et les filières.

Contacts : Guylaine Gouzou-Testud adjointe ESS

Danièle Sexton - chargée de mission - danièle.sexton@mairie-lyon.fr

par des structures comparables, les porteurs du projet, incités par la DDTEFP, ont souhaité innover en mettant en œuvre le nouveau statut de Société coopérative d'intérêt collectif. Ce statut d'entreprise commerciale, à la différence de 2 régies sous forme associative, opérant dans des territoires proches, apparaissant la plus à même de lever les réticences des artisans du secteur et d'associer tous les partenaires de par son mode de gestion participatif.

La Scic compte donc 4 collèges qui désignent chacun, deux représentants au Conseil de surveillance : celui des salariés, celui des usagers (en l'espèce des acteurs de l'insertion sociale et professionnelle - Aide 32, Association Revivre, Centre social de l'Isle Jourdain), celui des collectivités locales (3 communes et 2 communautés de communes) et celui des acteurs économiques et sociaux, qui ont accompagné le projet (Coopérative d'activité "Gers Initiatives", association "Au Fil de l'Emploi", Maison de l'Artisan, et la structure de financement "Initiatives pour une économie solidaire", Centre de formation l'Esson). Le Conseil de surveillance se réunit tous les 2 mois et constitue l'instance de gestion de la Scic, l'assemblée générale annuelle, prévue cette année en juillet 2004, fixant les grandes orientations.

Contact :
Régie Territoriale de Services du Val de Save (Henri Courrège)
32600 Ségoufielle,
tél. : 05 62 07 01 64
regievaldesave@free.fr

À voir : *Pour une économie solidaire* n°29 (la lettre de l'Adepés - Agence pour le développement et la promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées).
pes@adepes.org

Segoufielle [Gers]

Une Scic en milieu rural :
La Régie territoriale de services du Val de Save

Village du Gers, à proximité de Toulouse, connu pour sa qualité de vie et son festival de blues estival, Segoufielle compte depuis juillet 2003, une entreprise d'insertion dans le secteur du bâtiment et des espaces verts, d'un type nouveau organisée sous forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC).

Démarré en 2002 par une étude approfondie, le porteur du projet, Henri Courrège, ayant rencontré à cette occasion des élus des 40 communes du secteur, le projet a abouti l'année suivante avec l'appui de divers partenaires institutionnels (Conseil régional, Conseil général, DDTEFP du Gers) et de plusieurs collectivités locales ; des partenaires que l'on retrouve aujourd'hui, pour partie, au sein des collèges qui gèrent la nouvelle structure coopérative.

Installée depuis décembre 2003, dans un local professionnel mis à disposition par

la commune de Segoufielle, la Régie, agréée en novembre 2003 compte actuellement 2 salariés dans son équipe permanente (le porteur du projet devenu directeur gérant et un responsable administratif et financier) et 2 salariés en insertion et vise à, rapidement, au minimum doubler ces chiffres.

Complémentaire des dispositifs d'insertion par l'emploi en place sur le territoire, la Régie travaille en lien avec les services locaux de l'emploi et les acteurs de l'insertion et constitue une seconde étape de professionnalisation après une première phase d'insertion.

La Régie propose ses services, au prix du marché, tout aussi bien aux communes de son secteur qui se sont déclarées intéressées lors de l'étude en appoint saisonnier du personnel municipal et pour réaliser de petits chantiers, qu'aux particuliers et bailleurs d'immeubles. Elle intervient également en co-traitance auprès d'artisans du territoire, ce qui constitue une occasion d'embauche.

L'atout SCIC

Au terme de ces mois de montage impliquant de multiples partenaires, et au vu des résultats en terme d'insertion réalisés

Chevilly-Larue

Équi-libre, un marché à visage humain

Durant 2 jours les 15 et 16 mai derniers, la commune de Chevilly-Larue a accueilli le marché Equi-libre, l'un des événements marquants de la Quinzaine nationale du commerce équitable en Ile-de-France.

Initiative d'envergure organisée par le Pôle local d'économie solidaire chevillais en partenariat avec la municipalité, Equi-libre a atteint son objectif : mettre en relation directe les producteurs, les acteurs et les consommateurs de cette alternative économique qui « permet aux producteurs de vivre dignement en leur assurant une juste rémunération », comme l'a rappelé, lors de l'inauguration, Christian Hervy, maire de la commune et vice-président de la commission du développement durable au sein du Conseil général.

Entre la vingtaine d'exposants proposant des produits artisanaux du monde entier, les concerts aux accents afro-brésiliens, péruviens et hexagonaux et les conférences-débats, la planète en miniature semblait s'être donnée rendez-vous, le temps d'un week-end, dans cet écrin de verdure auréolé d'un soleil radieux.

« Equi-libre est un moyen supplémentaire de diversifier l'accès à tous ces produits mais surtout de sensibiliser la population au principe du commerce équitable », souligne Fabien Palacio, coordinateur du Pôle d'économie solidaire chevillais.

« Non seulement on découvre des produits uniques, mais c'est l'occasion de partager des traditions culturelles », renchérit Pascale, une habitante, en train de se faire expliquer, malgré la barrière de la langue, un mode de tressage de cheveux par Antonia, représentante des artisans des communautés indiennes de l'Altiplano andin de Bolivie, pays considéré comme le plus pauvre de l'Amérique latine.

A quelques pas de là, Isabelle Trunkowski, représentant la gamme de bien-être Forestpeople, raconte que chaque fois qu'elle vend un flacon de beauté, on plante un arbre en Amazonie avec la population.

Et des histoires de ce type, il y en avait autant que d'articles proposés sur le marché ce jour là.

« Ce qu'il y a de beau dans le commerce

équitable, c'est qu'il met l'Homme au cœur du dispositif », conclut Chantal Deluchat, la présidente du Pôle d'économie solidaire chevillais.

contact : Chantal Deluchat, conseillère municipale chantal.deluchat@wanadoo.fr
Pôle d'Économie Solidaire Chevillais -
info@espaceequitable.org
ou info@lepole.com



Un stand très visité, celui d'Antonia, représentante des artisans des communautés indiennes de l'Altiplano andin de Bolivie.

Agenda

Jeudi 1^{er} juillet 2004
Assemblée Générale du RTES à Nantes

ANFJT (Association Nantaise des Foyers des Jeunes Travailleurs)
 9, boulevard Vincent Gâche 44200 Nantes

11h : présentation du Réseau aux collectivités invitées, intéressées, non adhérentes.

De 14h30 à 17h30 : Assemblée générale statutaire

À 18h30 : Table-ronde sur « Politiques publiques et économie solidaire » dans le cadre des journées de mobilisation de l'économie sociale et solidaire, consacrée à « Territoires et projets » avec la participation d'élus membres du RTES

contact : Jean-Paul Huard - 02 40 99 48 09
jean-paul.huard@communaute-urbaine-nantes.fr

Retrouvez le réseau sur la toile, plus d'infos, plus de contacts à l'adresse suivante :

www.rtes.fr

Le RTES

Réseau des territoires pour l'Économie Solidaire

Dès 1993, à l'initiative du REAS, plusieurs collectivités s'engagent dans la création de pôles d'économie solidaire et constituent le réseau des communes de l'économie solidaire (RCES). En 2001, sous la présidence de Pierre Jacob, Maire de Saint-Rémy (71) et Président du SIVOM Accord, le RCES se transforme en RTES, marquant ainsi la volonté d'associer, au-delà des communes, les différentes entités territoriales. Le réseau qui compte aujourd'hui 24 territoires adhérents, est présidé par Christiane Bouchart, adjointe à l'économie solidaire de la Ville de Lille.

Pour tout renseignement et demande d'adhésion

Christiane Bouchart – présidente du RTES
 tél. : 03 20 49 50 18
 cbouchart@mairie-lille.fr
 ou Véronique Malé, tél. : 03 20 49 50 84
 vmale@mairie-lille.fr

Les collectivités locales adhérentes

Communauté d'agglomération dijonnaise (21)
 Ville d'Audincourt (25)
 Communauté de Communes du Val de Drôme - Crest (26)
 Communauté d'agglomération SICOVAL - Toulouse sud-est (31)
 Communauté d'agglomération Rennes-métropole (35)
 Communauté d'agglomération de Grenoble (38)
 Ville de Grenoble (38)
 Communauté urbaine de Nantes (44)
 Ville de Lille (59)
 Ville de Seclin (59)
 Ville de Villeneuve d'Ascq (59)
 Région Nord-Pas-de-Calais (59/62)
 Ville d'Argentan (61)
 Ville de Lyon (69)
 Communauté urbaine Le Creusot - Montceau-les-Mines (71)
 SIVOM Accord Saint-Marcel (71)
 Ville de Paris (75) *
 Ville de Saint Fargeau Ponthierry (77)
 Ville de Saint-Denis (93)
 Ville de Stains (93)
 Communauté d'agglomération Plaine centrale - Val-de-Marne (94)
 Ville de Champigny-sur-Marne (94)
 Ville de Chevilly Larue (94)
 Ville de Fresnes (94) *

* Villes en cours d'adhésion

réseau LA LETTRE DU RTES

Direction de publication : Christiane Bouchart
 Rédaction : Michel Dughéra [Agence Epices]
 mdughera@agence-epices.com
 06 86 00 98 59 / 01 42 77 10 00
 Design : jmpub@nrx.com
 Impression : Imprimerie Artésienne (Liévin)
 tirage : 3000 ex.
 Exemple sur demande auprès de
 Véronique Malé : 03 20 49 50 84
 Pour tout renseignement et demande d'adhésion :

Christiane Bouchart
 (pdtte du RTES) cbouchart@mairie-lille.fr
Véronique Malé : 03 20 49 50 84
 vmale@mairie-lille.fr